HAL open science

Immigration

Carine David

To cite this version:

Carine David. Immigration. 101 mots pour comprendre l'Australie, 2018. hal-02546490

HAL Id: hal-02546490

https://hal.science/hal-02546490v1

Submitted on 18 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Immigration

Carine David

101 mots pour comprendre l'Australie, in P. Brown et J.-Y. Faberon (dir.)

Ed. CDPNC, p. 182-183

L'Australie est une terre d'immigration. Sans tenir compte des Autochtones, seuls authentiques non-immigrés en Australie, selon l'Organisation des Migrations Internationales (OMI), près de la moitié des personnes vivant en Australie aujourd'hui sont des immigrés ou des enfants d'immigrés. L'immigration compte pour 2/3 de l'augmentation de la population australienne sur ces dernières décennies.

Cette présentation de la politique d'immigration de l'Australie distinguera l'immigration légale de la lutte contre l'immigration illégale.

S'agissant de l'immigration légale, l'Australie a opté pour un système dit « d'immigration choisie ». En 2016, 68% des personnes immigrant en Australie faisaient partie de la catégorie de l'immigration qualifiée, les 32% restant relevant du regroupement familial. Le système fonctionne, comme au Canada, selon un système de points et de quotas. L'Australie délivre ainsi 190.000 visas annuellement et accepte 14.000 réfugiés politiques (ce chiffre devrait passer à 18.750 en 2018/2019).

D'après un rapport du gouvernement australien, les principaux pays d'origine des immigrés ces dernières années sont l'Inde (21,2%), la Chine (15,4%) et le Royaume-Uni (9,3%). Les domaines professionnels les plus pourvus sont le secteur informatique, les professions médicales et paramédicales, la comptabilité et la restauration.

Un aspect beaucoup plus polémique de la politique migratoire de l'Australie réside dans son programme de lutte contre l'immigration clandestine. En effet, l'Australie a mis en place depuis 2001 des centres de rétention off-shore dans des États insulaires comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée ou Nauru pour accueillir les immigrants clandestins. En échange de compensations financières de la part de Canberra, ces États accueillent une large partie des migrants tentant d'arriver clandestinement par voie maritime dans le pays. Ceci a pour effet d'éviter que les migrants arrivent sur le territoire australien, les empêchant ainsi de solliciter le statut de réfugié politique auprès des autorités australiennes et d'avoir accès aux tribunaux australiens. L'ONU a d'ailleurs condamné Canberra pour violation de la Convention de Vienne de 1951 sur les réfugiés politiques qui stipule que les réfugiés ont le droit de demander l'asile.

Les conditions de rétention de ces migrants sont régulièrement dénoncées depuis 2001, date à laquelle le gouvernement conservateur de John Howard a décidé d'opter pour ces prisons insulaires. ~~Mais~~ La situation sur place a largement empiré depuis que le procédé, pourtant abandonné entre 2008 et 2013 sous les gouvernements travaillistes, a été repris et généralisé. Le Gouvernement conservateur de Tony Abbott a en septembre 2013 lancé le programme « Frontières souveraines » pour décourager l'immigration par la mer. Tout ceci pose un authentique problème de respect des droits de l'homme par l'Australie.

Un député indépendant a demandé en 2014 à la Cour pénale internationale (CPI) d'enquêter sur la politique d'immigration menée par l'Australie, qu'il accuse de « crimes contre l'humanité ». Les associations de défense des droits de l'homme n'ont de cesse de dénoncer l'insalubrité des centres de rétention, situés dans des pays eux-mêmes sous-développés. Des témoignages accablants s'accumulent sur les drames qui s'y déroulent. Après de nombreuses alertes, un rapport indépendant de mars 2015, commandé par le gouvernement australien, a ainsi confirmé les nombreux témoignages sur les conditions de rétention choquantes à Nauru, faisant notamment état de trafics sexuels et de viols, y compris sur des mineurs.

La Cour suprême de Papouasie-Nouvelle-Guinée a quant à elle jugé en avril 2016 que les conditions de vie dans le centre de rétention hébergé sur l'île papoue de Manus étaient « inconstitutionnelles », les réfugiés étant privés de leur liberté. En conséquence, le très controversé centre de rétention de Manus a clos définitivement ses portes le 31 octobre 2017, mais certains réfugiés refusent de quitter le centre malgré l'absence d'eau, de nourriture et d'électricité. En effet, le gouvernement australien reste ferme et a affirmé qu'il gardera ses frontières fermées, refusant d'accueillir les migrants retenus jusque-là à Manus ; ceux-ci manifestent car ils n'ont d'autre choix que d'accepter l'asile en Papouasie Nouvelle Guinée où ils font l'objet de nombreuses agressions par la population locale ou de retourner dans leur pays d'origine qu'ils ont fui au péril de leur vie.

Seule lueur d'espoir pour les réfugiés, un accord conclu avec les États-Unis fin 2016 prévoyant le transfert de 1250 réfugiés vers les États-Unis, en contrepartie de l'accueil par l'Australie d'immigrés. Signé par Barak Obama en fin de mandat mais qualifié par Donald Trump d'« idiot », cet accord a néanmoins reçu un début d'application : 50 réfugiés ont été transférés aux Etats-Unis en septembre 2017.